

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 122 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2800 - Prix : 1€

Éditorial de

Nathalie ARTHAUD

**Votez Nathalie
Arthaud, votez pour
le camp des
travailleurs !**

**Lutte ouvrière en
campagne présiden-
tielle :
Sobat et Kozer pour
le camp des
travailleurs !**
Page 5

**Guadeloupe : des
écueils dans l'accueil
pour Le Pen**
Page 7

**Bagarres au lycée de
Saint-Benoît : le
produit d'une société
en décadence**
Page 10

**La Semittel : les
grévistes arrachent
une augmentation de
salaire**
Page 11

Afrique

**Face à la flambée des
prix**
Page 12



Votez Nathalie Arthaud, votez pour le camp des travailleurs !

L'élection de dimanche prochain est une comédie. La guerre en Ukraine est venue ébranler l'économie mondiale déjà plongée dans une crise profonde. Ce sont encore les travailleurs qui paieront cette aggravation de la situation. Alors, la question n'est pas de savoir lequel des candidats susceptibles d'être élus nous portera les coups, mais de nous préparer à nous défendre.

Quel que soit le président de la République, il sera du côté du grand patronat et des financiers. Le candidat le plus cynique, et par là même le plus sincère, c'est celui qui nous promet du sang et des larmes. C'est Emmanuel Macron. Parce que lui l'a dit et redit, demain il y aura moins de croissance, plus d'inflation. Et il annonce la couleur : travail des bénéficiaires du RSA pour 7 euros de l'heure et report de l'âge de la retraite à 65 ans. C'est la grande marche arrière !

Dans ce nouveau contexte, quand on entend les candidats de gauche égrener leurs belles promesses et même parler de « jours heureux », sans alerter le monde du travail, quand on entend certains affirmer qu'en votant pour eux, nous sauverons nos retraites sans avoir à manifester et à nous battre, il y a de quoi être en colère, car ils désarment ceux qui les écoutent. Les travailleurs n'ont pas besoin de marchands d'illusions, ils ont besoin de lucidité.

La perspective que je défends est celle de l'organisation des travailleurs. Ma candidature est un appel à la conscience et à la mobilisation ! Je ne me présente pas pour dire qu'au pouvoir je ferai mieux que Macron, mais pour dire que les travailleurs peuvent se défendre eux-mêmes au travers de leurs luttes collectives.

Quand on discute entre nous de ce qu'il faut pour vivre, tout le monde convient qu'il faudrait 300, 400, 500 euros d'augmentation, et que 2 000 € de salaire net est un minimum. Et puis, face au retour de l'inflation, il faut remettre en avant une revendication forte du mouvement ouvrier : l'échelle mobile des salaires. Il faut indexer les salaires, les pensions et les allocations sur les prix, mois après mois, semaine après semaine si nécessaire.

Le maintien de plusieurs millions de travailleurs en dehors de l'emploi est une aubaine pour les capitalistes. Cela leur permet de tirer tous les salaires vers le bas et d'exercer un chantage permanent sur les travailleurs.

Si nous avions, collectivement, le pouvoir de diriger les entreprises, il faudrait commencer par répartir le travail entre nous tous. Parce que du travail, nous sommes nombreux à en avoir par-dessus la tête. Bien des travailleurs se retrouvent obligés de faire des heures supplémentaires, de travailler des samedis, des jours fériés, de faire le travail de deux parce que tel collègue, parti à la retraite, n'a jamais été remplacé... cette charge de travail là, il faut la répartir entre tous en imposant des embauches.

Si nous demandions au personnel des hôpitaux, des Ehpad, de l'éducation, des transports publics d'établir une liste d'embauches dont ils auraient besoin, on arriverait à des centaines de milliers d'emplois utiles et indispensables à créer tout de suite !

Et je dis à tous ceux qui estiment que ces objectifs sont souhaitables mais pas réalistes ou à tous ceux qui se demandent si la société est suffisamment riche pour cela : reprenez à votre compte la revendication de l'abolition du secret des affaires et du contrôle des travailleurs.

Lorsqu'on est conscient que la force des travailleurs ne se trouve pas dans les urnes, il faut faire un vote de combativité, un vote pour montrer son camp, sa politique, ses perspectives aux autres travailleurs. Alors, certes, ce vote sera minoritaire et à contre-courant. Mais à contre-courant de quoi ? De l'individualisme ? Du culte de l'argent ? Du nationalisme ? De la guerre ? De cette société capitaliste ? Eh bien oui, mille fois oui, parce que l'avenir de la société n'est pas de ce côté-là !

Ces idées ne peuvent devenir fortes que lorsqu'elles seront portées par des millions de travailleurs. Mais il est vital de préparer l'avenir, en les défendant contre vents et marées et en étant capables de les exprimer en toutes circonstances, y compris lors d'une élection comme celle-ci.

Et ceux qui partagent ce point de vue mais s'apprêtent à s'abstenir ne devraient pas rester silencieux. En votant pour ma candidature, ils peuvent montrer qu'il y a des centaines de milliers de travailleurs qui pensent ainsi. Alors, le 10 avril prochain, faites entendre le camp des travailleurs !

Nathalie ARTHAUD

Contre l'inflation : indexation des salaires sur les prix !

L'une des prévisions de la Banque de France pour 2022 revoit la croissance à la baisse et l'inflation à la hausse, jusqu'à 4,4 % pour l'année.

Pour les classes populaires, l'inflation n'est pas un pourcentage abstrait, elle est une réalité qui imprègne la vie quotidienne : il faut supprimer les petits plaisirs, les déplacements en voiture, à part pour se rendre au travail, rogner sur le chauffage et même sur les courses alimentaires. Les conséquences sont d'ores et déjà douloureuses, voire catastrophiques pour les plus précaires.

Cette inflation n'a pourtant rien d'un mécanisme naturel. C'est la spéculation et les pénuries organisées par les grands groupes capitalistes en situation de monopole, comme les compagnies pétrolières, qui sont responsables de cette explosion des

prix, encore aggravée par la guerre en Ukraine. C'est un des mécanismes par lesquels la classe capitaliste augmente ses profits, en réduisant la part de richesses qui revient aux travailleurs.

Contre la vie chère, certains candidats évoquent le gel, voire le blocage, si ce n'est de tous les prix, du moins de certains, comme le carburant ou des produits de première nécessité. Cette solution n'en est pas une : en bloquant le prix de certains produits, et pas d'autres, on ne résout pas le problème d'une paie, d'une pension de retraite ou d'une allocation qui restent insuffisantes pour aller au bout du mois.

Et puis, qui subirait les conséquences de ces mesures de blocage des prix sinon peut-être d'autres travailleurs ?

En réalité, contre la vie chère, les

travailleurs n'ont que leurs salaires et ce qui en découle, retraites et pensions. Les primes, exonérations diverses, aides multiples tendent à les diviser entre ceux qui y ont droit et ceux qui passent à côté. La lutte pour l'augmentation des salaires et leur indexation sur les prix, au contraire, peut les rassembler et les unifier, face au patronat et à l'État.



Carburants : augmentation et indexation des salaires sur les prix

Face à l'augmentation des carburants et du gaz, le préfet de la Réunion conseille aux travailleurs de faire des économies en favorisant des méthodes alternatives c'est-à-dire le transport en commun, le covoiturage, le vélo et la limitation dans l'utilisation de la climatisation. Voilà les bons conseils d'un monsieur habitué au co-voiturage quotidien dans sa voiture climatisée avec chauffeur !

Aucune politique de mise en place de transports en commun accessibles, ponctuels n'a été mise en place par les pouvoirs publics au service des constructeurs automobile. Les travailleurs sont souvent obligés d'habiter là où les loyers sont les moins élevés loin des entreprises où ils travaillent.

Alors les travailleurs n'ont pas besoin de donneurs de leçons qui leur expliquent comment se serrer la ceinture.

Ce dont ont besoin les travailleurs ce sont des salaires décents permettant de faire face aux augmentations des tarifs du carburant, des logements qui réduisent leurs déplacements et d'un réseau de transports adapté.

En imposant l'abolition du secret des affaires et l'ouverture des livres de comptes des capitalistes, des spéculateurs et des banquiers, ils découvriront que l'argent nécessaire au financement de ces objectifs existe en quantité largement suffisante !

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 8 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 9 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 23 AVRIL de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 24 AVRIL de 8H30 à 10H00

Le « sherpa » Attali sur le chemin de la guerre... avec le sang des autres !

Jacques Attali, énarque et conseiller (« sherpa ») successivement de Mitterrand, Hollande, Sarkozy et aujourd'hui Macron, s'est prononcé récemment pour la conversion de l'économie française en économie de guerre.

Faisant le parallèle avec le retard pris par l'industrie française lors des débuts de l'épidémie de Covid 19 dans la production de masques et autres types de protections, il met en garde le gouvernement devant le risque que l'armée manque de muni-

tions en cas de conflit et souhaite que l'État relance la production d'armement en France pour se préparer à se défendre et même à attaquer la dictature à nos portes (la Russie).

Le va-t-en guerre Attali estime qu'« *il serait donc urgent, très urgent, de mettre les entreprises industrielles du secteur de la défense au travail à marche forcée ; de leur faire produire armements et munitions 24 heures sur 24, et 7 jours sur 7* » en payant pour cela le prix qu'il faut, « quoi qu'il en coûte »... en épuisant donc

les travailleurs dans les usines d'armement avant de les envoyer au casse-pipe comme en 1914 ou en 1940 pour des intérêts qui ne sont pas les leurs, pour enrichir les capitalistes français de l'armement et défendre les intérêts de la bourgeoisie française en général !

Les prolétaires doivent refuser de se battre contre leurs frères et sœurs des autres pays. Leurs seuls ennemis sont les capitalistes et les politiciens à leur solde dont Attali est un beau spécimen !

La course aux armements relancée

Les gouvernements des pays d'Europe de l'Ouest n'ont pas attendu les conseils d'Attali pour annoncer leur décision d'augmenter considérablement leurs budgets militaires.

Face à la « menace russe », il n'est plus question pour eux de réduire le déficit des États et les dépenses d'armement peuvent s'envoler « quoi qu'il en coûte »... aux classes populaires !

Ils sont prêts pour cela à mettre des centaines de milliards d'euros sur la table pour commander aux Dassault, Thalès et autres Safran avions de combat, porte-avions nucléaires et ogives à longue portée.

À cette annonce, les cotations des dites entreprises sont montées en bourse, rien qu'à la perspective de se partager les plantureux bénéfices découlant de ces commandes étatiques.

Mais qui dit dépenses d'armement



à la hausse dit dépenses sociales à la baisse et donc des budgets réduits d'autant pour les hôpitaux, le logement, l'éducation nationale et les transports en commun.

Alors les travailleurs doivent s'opposer à cette politique suicidaire

et mortifère.

Ils ont d'ailleurs l'occasion de le dire le 10 avril en votant pour la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Artaud : de l'argent pour les salaires, pas pour les marchands de canon !

Macron : En Marche vers la guerre !

Macron, qui adhère totalement à cette politique de réarmement, vient de décliner son plan de gouvernement s'il est réélu président de la République.

Il préconise la généralisation du Service national universel et aussi le doublement du nombre des réservistes de l'armée.

La réserve opérationnelle est composée de citoyens français, âgés d'au moins 17 ans, issus de la société

civile avec ou sans expérience militaire et d'anciens militaires qui signent un engagement à servir dans la réserve (ESR), un contrat rémunéré d'une durée de 1 à 5 ans renouvelables pour soi-disant « contribuer à la défense de la Nation ».

Ils se voient confier les mêmes missions que les militaires d'active dans le domaine opérationnel ou du soutien, en unités ou en état-major, sur le territoire national et en opéra-

tions extérieures. Ils sont sollicités aussi pour « contribuer à la diffusion de l'esprit de défense et au renforcement du lien entre les forces armées et la société civile », donc pour participer à l'embrigadement physique et mental de la société civile en période de guerre.

Alors oui, nos premiers ennemis sont bien les dirigeants politiques de notre propre pays !

Défense nationale : l'ABC de la défense du capital

Lors de son discours de Marseille, dimanche 27 mars, Jean-Luc Mélenchon a donné son sentiment sur la guerre en Ukraine et, plus largement, sur l'époque de tensions et de guerres qui s'annonce.

À la différence de nombre de ses concurrents, déjà au garde-à-vous et agitant des épouvantails taillés sur mesure – la Russie, la Chine, l'islamisme, les migrants – Mélenchon sait et écrit que la phase actuelle du développement du capitalisme engendre des tensions. De ces prémisses différentes, il tire pourtant la même conclusion que les autres candidats au poste de chef de guerre : il faut renforcer l'armée française.

Le programme militaire du candi-

dat de La France insoumise, exposé sur son site, va de la dissuasion depuis l'espace jusqu'au retour de la conscription, de la fabrication française de la totalité des armements jusqu'au respect dû aux militaires, de la cyberguerre à la détection des sous-marins nucléaires par émission d'antineutrinos ! À quoi sert d'étaler un tel programme de mort industrielle, sinon à se montrer prêt à s'agenouiller devant la puissance du capital et à exiger des travailleurs qu'ils en fassent autant ?

Les autres candidats de l'ordre, de Roussel à Zemmour, promettent également de renforcer la Défense nationale, même s'ils détaillent moins la question que le général en chef de la

gauche de gouvernement. Les subtilités de la présence ou non dans l'OTAN et de son commandement, les velléités d'échapper à la tutelle américaine ou les engagements à s'y soumettre derechef ne cachent pas leur unité profonde. Elle se fait autour de l'État, de son armée, de son empire maritime, des intérêts des grandes entreprises, c'est-à-dire en fin de compte des coffres des familles qui les détiennent. Ils l'expriment tous de la même façon, en s'entourant de drapeaux tricolores, de références émues à la France et en chantant la gloire de la Défense nationale. Pour eux, gare à celui qui pense autrement !

LUTTE OUVRIÈRE EN CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Sobat et Kozer pour le camp des travailleurs !



Jeudi 31 mars a eu lieu un « Sobatkoz » organisé par Réunion la Première télévision auquel notre camarade Jean Yves Payet était invité en tant que représentant de Nathalie Arthaud, candidate de Lutte ouvrière à la présidentielle.

Il a souligné qu'avec la guerre à nos portes les menaces de régression sociale sont plus pesantes chaque jour et qu'il faudra résister à toutes les tentatives de nous en faire payer les frais.

Face aux représentants de l'extrême droite présents (Zemmour, Dupont Aignan) désignant les

travailleurs immigrés comme des boucs-émissaires de la crise, il a remis les pendules à l'heure en désignant les capitalistes comme seuls responsables du chômage, de la vie chère, des bas salaires et des guerres.

Il a rappelé que pour se faire respecter, pour vivre décemment, les travailleurs n'ont d'autres choix que de lutter contre le système capitaliste et en se défiant de toutes celles et de tous ceux qui veulent les diviser en fonction de leurs origines nationales, de leurs convictions religieuses ou philosophiques, ou du type de leur contrat de travail : leur force ils ne la trouveront que dans leur unité face à

leurs exploités.

Répondant au représentant du candidat Dupont Aignan qui accusait les travailleurs détachés d'être responsables de « concurrence déloyale » parce leurs patrons font du dumping social, notre camarade a dénoncé cette manœuvre qui consiste à faire porter le chapeau à ces travailleurs qui sont en effet les victimes du dumping social. Il a rappelé que des travailleurs indiens ont été amenés à La Réunion il y a quelques années pour effectuer des soudures sur le chantier de la centrale de Bois Rouge, d'autres, Portugais, sur le chantier de la NRL, et qu'ils étaient exploités par les entreprises, payés en retard et en-dessous du tarif réservé aux travailleurs réunionnais. Il a rappelé que seule la lutte unitaire des travailleurs détachés et réunionnais a permis aux travailleurs spoliés d'obtenir justice. L'extrême-droite divise les travailleurs et les affaiblit face à leurs exploités.

Il a aussi rappelé que face à la hausse des prix qui ronge toujours plus le pouvoir d'achat des travailleurs, des chômeurs et des retraités, il faut se battre pour

l'augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux. Il faut obtenir qu'ils augmentent au même rythme que les prix.

Il faut obtenir un Smic, une retraite minimum à 2000 € net par mois.

Or aujourd'hui le gouvernement a décidé de porter le Smic à 1300 € net. On est loin du compte.

Zemmour préconise de baisser la CSG sur les salaires. Cela revient à faire un nouveau cadeau au patronat et à vider les caisses de la Sécurité sociale. Zemmour est aussi soucieux d'augmenter le pouvoir d'achat des retraités, selon son représentant local David Soulard, en augmentant les pensions de 600 €... par an ! Quel mépris pour ceux qui ne vivent qu'avec quelques centaines d'euros par mois !

Même le représentant de Mélen-

chon, le député LFI Ratenon a dit « qu'il n'adhérerait à la revendication de Lutte ouvrière d' « augmenter le Smic de 400 à 500 € que si cela est applicable », autant dire si les patrons l'acceptent. On connaît leur réponse ! Aussi Ratenon et Mélenchon s'entendent-ils à un Smic de 1400 € net, valeur qui, si l'inflation continue au même rythme qu'aujourd'hui, sera de toute façon atteinte en fin d'année ! Mais, quel que soit le montant, ils mentent en laissant croire que parce que ce serait acceptable par les patrons il suffit de mettre un bulletin dans l'urne. Quoi que les travailleurs revendiquent ils doivent se préparer à aller l'arracher par leurs luttes collectives et cela Nathalie Arthaud est la seule candidate qui l'affirme.

Et puisque la remise en cause de la continuité territoriale par Bello et son équipe est d'actualité, notre re-

présentant a alors expliqué que si les déplacements en métropole étaient si problématiques pour les classes populaires, c'était bien sûr à cause des tarifs abusifs des compagnies aériennes, mais là encore aussi parce que les salaires, les revenus des petites gens ne suivaient pas la hausse des prix et que les seules solutions pour permettre à tous les citoyens de se déplacer librement seraient l'augmentation de leurs salaires et allocations, mais aussi le contrôle des travailleurs sur les comptes de ces compagnies qui se gavent sur le dos des passagers et sur l'argent de la collectivité. Il faut abolir le secret des affaires et ouvrir les livres de comptes pour voir qu'il y a de l'argent et à qui il profite.

Gilets jaunes : triste bilan du quinquennat

Comme nous l'a fait observer un militant « gilet jaune » dans une lettre adressée à Nathalie Arthaud, il y a dans le bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron la répression contre eux.

Notre correspondant nous rappelle les chiffres : 10 000 verbalisés, 40 000 interpellés et mis en garde à

vue, 20 000 conduits devant les tribunaux, 10 000 condamnés à de la prison avec sursis, 1 000 à de la prison ferme. En face, malgré les exactions policières, il n'y a quasiment eu aucune condamnation.

La violence inouïe contre les gilets jaunes a été une violence contre les plus pauvres, une violence contre

ceux qui osent protester pour avoir le droit de vivre dignement. Prétendre que c'est de la délinquance, de la criminalité, est une arme de classe utilisée depuis longtemps. Ce n'est pas parce que ce n'est pas nouveau dans l'histoire que c'est plus juste.

Macron en campagne : provocation grossière contre les enseignants

Dans la présentation de son programme, Macron a déclenché une violente charge contre les enseignants. « *On va payer mieux ceux qui sont prêts à faire plus d'efforts* », a-t-il dit, reprenant sans vergogne les préjugés les plus crasses sur les enseignants fainéants et absents. Cela a été aussi l'occasion non pas d'annoncer des embauches mais une avalanche de tâches supplémentaires pour ceux qui seront embauchés dans le futur.

Faute d'enseignants de réserve, dans le primaire, en cas d'absence de leur professeur, les élèves sont souvent répartis dans les autres classes déjà surchargées. Dans le secondaire, ils sont souvent livrés à eux-mêmes. Mais obliger un professeur dispo-

nible d'une autre matière à en remplacer un autre au pied levé ne peut signifier au mieux qu'une garderie, et surtout un prétexte pour supprimer encore les quelques postes de remplaçants.

Il en va de même des évaluations, que Macron veut mettre en place pour chaque classe et par conséquent pour chaque enseignant. Il promet de donner aux chefs d'établissement et directeurs d'école, qui ont pourtant bien d'autres tâches, de choisir leur personnel et même de « *réuser des profils* ». Lesquels ? Trop gréviste ? D'une santé trop fragile ?

La seule ficelle de Macron consiste donc à tenter de dresser les parents d'élèves contre les enseignants, en faisant de ces derniers des

boucs émissaires. Cela peut être payant électoralement, pour attirer des électeurs anti-fonctionnaires de Péresse et Zemmour, mais cela mérite un zéro pointé quant à améliorer la prise en charge des élèves.

Si jamais les intentions survivent à la démagogie de la période électorale, Macron devra encore vaincre la résistance des enseignants pour les mettre en application. Ils n'ont nul besoin de carotte ou de bâton pour enseigner, mais veulent, comme tous les travailleurs, avoir un salaire digne pour avoir une existence digne et exercer leur métier dans des conditions décentes. Pour l'obtenir, il leur faudra se battre avec l'ensemble du monde du travail.

Guadeloupe : des écueils dans l'accueil pour Le Pen

Le voyage électoral de Marine Le Pen en Guadeloupe les 26 et 27 mars a été marqué par des manifestations d'opposition. L'accueil organisé à l'aéroport par un petit groupe de ses partisans n'a pu lui éviter les écueils du soir et du lendemain.

En effet, à l'appel de plusieurs organisations nationalistes (ANG, UPLG, FKNG) et de l'organisation communiste révolutionnaire Combat ouvrier, plusieurs dizaines de personnes ont d'abord bloqué l'entrée de France-TV (Guadeloupe Première) où Marine Le Pen devait être interviewée au journal de 19 h 30 du 26 mars. Devant l'impossibilité de s'y rendre, Le Pen et les journalistes

ont décidé de faire l'émission à distance depuis son hôtel, Le Créole Beach, à Gosier. Les manifestants se rendirent alors à cet hôtel.

Au moment où commençait l'interview, la cheffe du RN en fut empêchée. Entourés et aux cris de « *Le Pen, dehors, Le Pen raciste* », elle et les membres de sa sécurité durent traverser une partie de l'hôtel, poursuivis par les manifestants, avant de trouver refuge dans sa chambre par une porte dérobée.

En quittant l'hôtel, les manifestants croisèrent trois cars de gendarmes en tenue de combat qui se rendaient sur les lieux. Trop tard !

Le lendemain, Le Pen annulait son interview à RCI (Radio Caraïbes

International). Elle annulait aussi une visite à Sainte-Rose, préférant se rendre au domicile de son représentant local dans la même commune.

Lors d'une conférence de presse tenue à son hôtel avant de quitter l'île, Marine Le Pen a évidemment dénoncé ces manifestants d'extrême gauche et indépendantistes et a déclaré qu'elle porterait plainte.

En définitive, même si elle a accru son audience en Guadeloupe, son voyage a été proche du fiasco. La politique de dédramatisation de la dirigeante d'extrême droite, notamment pour faire oublier son racisme et se donner une image plus respectable, ne trompe pas tout le monde.

Un migrant électrocuté : « les frontières tuent »

Un jeune migrant érythréen est mort vendredi 25 mars dans la gare de Valenciennes, victime d'un arc électrique, alors qu'il se trouvait sur un train de fret à destination de Calais. Le wagon s'est alors enflammé.

La gare a dû être évacuée et trois autres migrants et un cheminot ont été conduits à l'hôpital. Contrairement aux réfugiés ukrainiens, pour qui la SNCF a décidé la liberté et la gratuité de circulation à bord des trains, les hommes et les femmes fuyant la barbarie d'autres régions du

monde, d'Afrique, d'Asie ou du Proche-Orient, n'ont pas droit à cette mansuétude. Ils doivent donc, après avoir fui l'horreur, continuer à risquer leur vie pour échapper aux contrôles, dans cette Europe qu'on présente comme libre et démocratique.

« *Si la gratuité des transports était appliquée à toutes les personnes réfugiées, d'où qu'elles viennent, ce jeune serait toujours en vie. Discriminer tue* », a déclaré à juste titre l'association Utopia 56 d'aide aux exilés.

En effet, au moins deux autres migrants ont trouvé la mort ces derniers mois le long des voies ferrées de la région de Calais, cette fois percutés par un train. Deux autres ont perdu la vie à bord de camions partant pour l'Angleterre et 38 ont péri en 2021 en tentant de traverser la Manche.

Une dizaine de jeunes Érythréens ont rendu hommage à leur camarade par une bougie éclairant cette inscription : « *Les frontières tuent* ».

FEDOM : faites de votre mieux !

Comme à chaque élection, la Fedom, la Fédération des entreprises de l'Outre-mer a fait des propositions au futur (ou à la future) locataire de l'Élysée.

Elles sont au nombre de 30 mais elles pourraient se résumer à quelques mots : plus de subventions directes, plus de défiscalisations, plus d'exonérations de cotisations sociales, moins de taxes, etc.

Son président Hervé Mariton, voudrait « *dès le début du mandat* » (ben oui, les cadeaux ça urge !) et au

moins jusqu'à la fin de celui-ci (et non en 2025 pour les mesures actuelles) une loi plus avantageuse que la Loom (2000), la loi programme pour l'Outre-mer (2003) ou encore la Lodeom (2019) qui ont servi à remplir les poches des plus gros patrons des DOM.

Depuis la loi Pons en 1986 jusqu'à aujourd'hui, les gouvernements qui se sont succédé n'ont eu de cesse d'arroser les patrons à coups de milliards sans jamais les rassasier puisqu'ils en demandent toujours

plus.

Pour être sûrs d'être bien servis, ils n'hésitent pas à faire appel à des hommes de terrain, des gens du pouvoir comme Hervé Mariton élu et ex-ministre de l'Outre-mer dans le gouvernement Chirac-Villepin qui connaissent bien quels leviers actionner et au plus vite.

Et, en plus, ceux-ci peuvent toujours demander conseil auprès d'experts comme...McKinsey !

L'argent y manque à nous...

Avec environ 952 milliards d'euros, la richesse des 500 familles les plus riches de France a été multipliée par 12 en 25 ans.

Avec une telle somme le SMIC, les retraites, les minima sociaux pourraient être portés tout de suite à 2000 euros net. Plus de problème pour former et embaucher massivement dans les écoles, les hôpitaux et augmenter les salaires, pour construire un logement pour tous !

Et pourtant, pendant cette même période, on nous a expliqué doctement que la crise économique, financière et sanitaire, et aujourd'hui la

guerre, justifiaient qu'on nous impose des bas salaires, le recul de l'âge de la retraite, la fermeture des lits dans les hôpitaux, le manque de personnel dans les écoles, dans les EPHAD.

Chaque occasion a été bonne pour les politiciens au service du patronat pour faire croire à la population qu'il lui fallait faire des sacrifices et qu'ils géraient au mieux la situation pour le bien commun.

Mensonge ! Chaque sacrifice imposé aux travailleurs, aux chômeurs, aux retraités a été un sacrifice inutile. Il n'a contribué en fait

qu'à permettre à une minorité de parasites d'accumuler cette richesse insensée et scandaleuse.

Alors il est grand temps, collectivement, d'exiger qu'on nous rende notre dû !



Cabinets conseils : aux frais de l'État

Le recours accru de l'État aux cabinets conseils privés, les sommes versées à ces cabinets ainsi que le fait que l'un des plus sollicités, le cabinet McKinsey, n'a pas payé d'impôts en France depuis dix ans, font scandale.

C'est sous la présidence Sarkozy que le rôle de ces officines qui, pour certaines, sont françaises et ont des noms connus, a commencé à se développer. Les sénateurs rapporteurs de la commission d'enquête actuelle ont mis en évidence la hausse continue des sommes payées à ces cabinets. En 2021, il s'agit de plus d'un milliard d'euros. Une journée de consultant est facturée en moyenne 1 528 euros.

S'il y a là une privatisation des services de l'État, le problème n'est pas pour autant de glorifier les hauts fonctionnaires qu'elles remplacent et leurs compétences, comme le fait par exemple Fabien Roussel pour le PCF. Une grande majorité des consultants de ces cabinets sont des hauts fonctionnaires ou des ministres reconvertis. Ils viennent des grandes écoles comme HEC ou l'école Polytechnique, y compris chez McKinsey. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils savent si bien répondre aux exigences d'économies voulues par l'État, au détriment de la population.

Ainsi, le gouvernement a fait appel à McKinsey pour piloter sa ré-

forme sur le calcul et le versement des allocations logement (APL) avec pour objectif plus d'un milliard d'économies, au travers d'une baisse moyenne de 73 euros pour 30 % des allocataires et par l'arrêt de toute allocation pour 8 % d'entre eux. La complexité des dossiers est devenue telle que de nombreux allocataires renoncent à demander des comptes ou à obtenir quoi que ce soit.

Le recours accru à ces cabinets de conseils est encore une façon d'enri-

chir des entreprises privées au détriment de l'État, même si sur le fond cette collusion entre le privé et l'État n'est pas nouvelle. Nombre de hauts fonctionnaires passent des cabinets ministériels à des postes importants dans le privé et vice versa. Que ce soit au sein des ministères ou à la direction des groupes capitalistes, ne s'agit-il pas dans les deux cas de servir la bourgeoisie ?



Laboratoires Servier : une subvention qui a fait scandale



Le 23 mars, la presse a révélé que les laboratoires Servier allaient toucher une subvention de 800 000 euros dans le cadre du plan France Relance.

Le gouvernement prétend ainsi aider le pays à garantir sa souveraineté pharmaceutique et son indépendance en cas de crise sanitaire, alors qu'il ne cherche qu'à arroser les entreprises d'argent public sans contrepartie aucune. Mais là, cette subvention

a fait scandale et a fini par être annulée.

Il y a un an tout juste, le 29 mars 2021, Servier était condamné, au terme d'un combat de quatorze ans, à 2,7 millions d'euros d'amendes pour tromperie aggravée et homicides et blessures involontaires dans le scandale sanitaire du Mediator, responsable de la mort de plus de 2 000 personnes. Quand la médecin Irène Frachon a entamé le combat contre Servier, elle s'est heurtée non seulement au laboratoire mais aussi aux autorités sanitaires, plus promptes à soutenir un grand patron qu'à veiller à la santé des patients.

Servier, servi par une armada d'avocats, a tenté pendant des années d'éluder ses responsabilités.

L'annonce de cette subvention a déclenché la colère d'Irène Frachon qui, au nom des victimes, a déclaré :

« C'est un scandale qui me fait trembler de rage et surtout, qui est une insulte aux victimes du Mediator. Ce serait risible si ce n'était pas simplement inquiétant. » D'autant que la subvention annulée concernait notamment la fabrication d'un médicament, le triplixam, jugé inutile voire dangereux par les autorités de santé.

Cerise sur le gâteau, le groupe est en pleine restructuration et annonce pas moins de 287 licenciements. Ainsi, ceux qui pensent que l'argent public versé au nom de la souveraineté et des relocalisations permet de créer des emplois peuvent voir qu'il sert surtout à engraisser les patrons. Seulement, cette fois, la ficelle était un peu trop grosse.

Pour autant, Servier va continuer sa production de médicaments y compris ceux jugés inutiles ou dangereux, sans que l'État réagisse.

Orpea : cachez ce rapport...

Le rapport de l'Inspection générale des Finances (IGF) et de celle des Affaires sociales (IGAS) sur Orpea, qui compte près de 230 Ehpad en France, a poussé le gouvernement à porter plainte contre le groupe, pour présomption de détournement de fonds publics.

La ministre déléguée chargée de l'Autonomie a d'abord précisé que le rapport ne serait pas rendu public pour « des raisons de confidentialité et de secret des affaires », afin que l'enquête soit faite dans les règles !

Entre 2017 et 2020, vingt millions d'euros de crédits publics, théoriquement destinés à l'embauche de soignants, ont disparu de la comptabilité du groupe. Des auxiliaires de vie ont été payées par les dotations publiques, au lieu de l'être sur des fonds privés : un détournement estimé à plus de 50 millions d'euros. Des fournisseurs de produits payés par l'État auraient également accordé à Orpea plus de 18 millions de remises de fin d'année.

Tout cela s'est fait au détriment des résidents et du personnel : des

pensionnaires rationnés sur les biscottes et le sucre, obligés de se contenter de repas à 4,20 euros la journée, des soignants épuisés par les cadences, dans l'impossibilité de s'occuper correctement des résidents et angoissés à l'idée de se voir transformés en robots.

Le gouvernement a hâté l'enquête, sans doute pour rejeter toute accusation de négligence et d'indifférence sur un sujet sensible dans cette période électorale. Il espérait l'enterrer au plus vite, mais le scan-

dale est trop gros. La ministre déléguée a finalement rendu le rapport public.

Quoi qu'il en soit, c'est par leurs mobilisations répétées que les travailleurs des Ehpad ont alerté l'opinion publique et contribué il y a longtemps à lever le voile sur les pratiques de leurs patrons et actionnaires. Mieux vaut compter sur eux pour continuer à le faire que se fier à des gouvernants surtout pressés de se débarrasser du problème.



Bagarres au lycée de Saint-Benoît : le produit d'une société en décadence

Mardi 29 mars, des bagarres entre jeunes ont eu lieu dans l'enceinte du lycée professionnel Patu de Rosemont à Saint-Benoît.

La rectrice, le préfet, le présidente de la Région, le maire de Saint-Benoît Patrice Selly ont condamné, bien entendu, ces violences entre bandes rivales de quartiers ou de villes qui se sont transportées jusque dans le lycée. Selly une nouvelle fois a appelé à prendre des « décisions répressives » contre les parents.

Ce qui s'est passé mardi 29 a été précédé, semble-t-il, du caillassage d'un bus scolaire entre Saint-André et Saint-Benoît. Ces derniers épisodes rappellent les actes similaires à Bras Fusil et ailleurs que dans la ville ces derniers temps.

Le renforcement de la présence de gendarmes et de policiers municipaux dans les quartiers ou aux abords des établissements scolaires ne suffira pas à juguler ces actions agressives.

Seulement contrôler ou réprimer des jeunes ce n'est pas s'attaquer aux raisons même de cette délinquance.

En effet, la plupart de ces jeunes sont issus de quartiers ou de cités populaires comme à Bras Fusil ou Fayard à Saint-André. Ce sont précisément dans ces quartiers défavori-

sés, où les familles sont le plus souvent dans la précarité matérielle et culturelle, que devraient être investis des moyens matériels et humains : infrastructures sportives, lieux d'accueil et d'initiation aux activités culturelles, encadrement par des professionnels, etc.

Mais les moyens humains et matériels manquent cruellement. L'État et les collectivités locales réduisant de plus en plus leurs budgets pour les loisirs, la culture et le sport.

Quant aux moyens alloués à l'Éducation, ils sont tout aussi insuffisants.

En effet, Il n'est pas rare que les enseignants fassent des signalements aux assistants sociaux ou aux éducateurs, mais il n'y pas suffisamment de monde pour écouter les élèves ni leur venir en aide. Du côté des directions d'établissements, le mot d'ordre c'est « pas de vagues » !

Ainsi, Il ne faut pas s'étonner que la délinquance se développe quand de plus en plus de jeunes sont en situation d'échec scolaire, se ressentent sans avenir comme souvent leurs propres parents.

À La Réunion, 20 % de la population est illettrée. Ce chiffre n'a pour ainsi dire pas bougé depuis plus de 10 ans ; 60 % de jeunes de moins de 30 ans sont au chômage.

Et que dire de parents qui râlent

le diable par la queue !

Certains enfants n'ont jamais vu leurs parents travailler. Comment peuvent-ils s'insérer dans une société qui ne leur offre pas ou peu de perspectives d'avenir ?

« Ouvrez des écoles, vous fermez des prisons » écrivit Victor Hugo.

En effet. Dans le même sens on pourrait rajouter « créez des emplois ».

Mais le rêve du grand homme, partagé par beaucoup, est un cauchemar pour un Patrice Selly et ses semblables, zélés serviteurs d'un système où l'argent public sert à arroser les marchands de canons et les gros actionnaires. Prendre sur la manne qui se déverse sur les plus riches pour investir dans ce qui serait utile au plus grand nombre ils n'y pensent même pas.

Alors tout bêtement ils menacent les plus pauvres de les appauvrir encore !

Tous ceux qui se demandent sincèrement comment sortir de cette situation ne doivent pas tomber dans ce piège grossier visant à nous diviser et à monter une partie de la population contre une autre.

C'est plus juste de se préparer à lutter pour exiger qu'on prenne sur les profits pour répondre aux besoins vitaux de la société.

DANS LES ENTREPRISES

ENSEIGNEMENT

Ils veulent gagner plus, on a plus rien !

Jeudi 31 mars, les enseignants du lycée Memonna Hintermann-Affejee de Moufia ont débrayé et manifesté devant leur direction pour dénoncer la suppression de deux postes d'Agent de Maintenance Informatique dans le seul établissement de La Réunion soi-disant spécialisé dans la

formation des élèves aux métiers du numérique.

Pour palier ce manque de personnel technique, la direction du lycée n'a pas trouvé mieux que de faire appel à une entreprise de sous-traitance qui lui a dépêché des travailleurs non formés et donc incapables de réparer

les pannes du système informatique du lycée.

Voilà dans quelles impasses mène, y compris dans le secteur public, la politique de sous-traitance, la politique du moins disant salarial !

Les grévistes arrachent une augmentation de salaire

La grève des conducteurs de la Semittel commencée le 28 mars a pris fin cinq jours plus tard, le 1er avril... sur un recul de leur direction.

Leur principale revendication était une augmentation de salaire pour tous de 238 €. Ils ont obtenu 111 euros nets. Lors des premières négociations, la direction y a été de son communiqué expliquant qu'il n'y

avait plus d'argent dans les caisses, que la crise Covid était passée par là, qu'elle subissait « de plein fouet l'inflation », et bla bla bla.

C'est parce qu'ils n'ont rien lâché, parce que leur grève a perturbé le ramassage scolaire, montrant ainsi combien leur travail était indispensable et que le salaire devait être réévalué en fonction de la hausse

réelle des prix, que les travailleurs ont fait plier leur direction.

Ils ne se sont pas laissés duper par les jérémiades de leur patron et ils ont bien fait, car de l'argent il y en a, la preuve, dans les caisses de l'entreprise.

Cette augmentation de salaire, ils l'ont obtenue par la lutte.

LEO DE SALAZIE

Mort d'un conducteur au travail, mort pour le profit

Samedi 26 mars un conducteur de camion trouvait la mort suite à un malaise à Saint-André alors qu'il effectuait des livraisons pour son employeur, l'élevage LeO de Salazie.

Affaibli par des problèmes de santé découlant de ses mauvaises conditions de travail, il avait demandé à son employeur de le muter sur un poste moins pénible, en vain.

Pour ce dernier, seul compte ses profits. La santé, la sécurité des salariés au travail est le cadet de ses

soucis. Suite à un audit demandé par la CGTR de l'entreprise, la présence d'amiante a été révélée dans la majorité des poulaillers où interviennent une trentaine de salariés. Quatre mois après les travaux de réfection de ces bâtiments n'ont toujours pas été entamés. Le syndicat a aussi demandé à la direction qu'elle mette fin au travail isolé. Elle y a opposé un refus obstiné. S'il n'avait pas été seul à bord de son camion, le conducteur décédé aurait peut-être pu être secou-

ru à temps par un collègue et avoir la vie sauve.

Il n'était âgé que de 47 ans, travaillait depuis 25 ans dans cette entreprise, laisse sa femme veuve et deux enfants orphelins.

Ce n'est pas à cause de la fatalité, c'est de la responsabilité de ce système capitaliste qui fait passer le profit avant la vie des travailleurs.

DANS LE MONDE

MADAGASCAR

Les dégâts du capitalisme

À Madagascar, les classes pauvres paient aussi les conséquences de la crise ukrainienne et de la spéculation des capitalistes sur les carburants.

Ainsi la bouteille de gaz de 12,5 kg est passée en quelques jours de 74 500 ariarys (16,68 €) à 80 500 ariarys (18,07 €). Comment dès lors un ouvrier payé 40 € par mois peut-il faire vivre sa famille après avoir dépensé une telle somme pour préparer ses repas ?

Un système qui affame les humains est un système qu'il faut abattre. C'est une question de vie ou de mort.



Face à la flambée des prix

Cet article est extrait de l'éditorial du mensuel *Le pouvoir aux travailleurs* du 20 février, édité par l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI – UCI).

Les populations des pays pauvres, notamment sur le continent africain, sont menacées par une nouvelle flambée des prix consécutive à la guerre entre la Russie de Poutine et l'Ukraine. Cette guerre a des conséquences sur l'approvisionnement de nombreux pays en blé, gaz et pétrole entre autres, mais c'est principalement la rapacité des spéculateurs qui en aggrave les conséquences et étrangle les populations les plus démunies.

(...) Les produits alimentaires de base, comme le pain, le riz, les pâtes alimentaires, l'huile de cuisine, la viande, le poisson, l'oignon, la tomate et autres légumes, sont de plus en plus chers. Les prix des bouteilles de gaz, du pétrole et du transport s'envolent et entraînent ceux des autres produits à la hausse.

Dans ces conditions, comment s'étonner que chaque flambée des prix, chaque crise alimentaire se tra-

duise par des millions de personnes basculant dans la misère la plus révoltante ?

L'Organisation des nations unies estime qu'il y a déjà 282 millions de personnes sous-alimentées en Afrique. Hélas, ce nombre ne fera que croître durant les jours et les semaines à venir, car la rapacité des capitalistes continue de pousser l'humanité vers le précipice.

(...) Augmenter les salaires dans les services publics pour soulager la souffrance des petits employés de l'État dans les hôpitaux, les écoles ou dans l'administration est quelque chose que les gouvernements africains peuvent décider s'ils le voulaient réellement. De même que l'augmentation générale des salaires dans le secteur privé est une décision politique qu'ils peuvent prendre. Ils peuvent aussi décider que les importateurs des produits vivriers et les commerçants grossistes diminuent leurs marges bénéficiaires pour empêcher les prix de flamber. Mais nos dirigeants sont tellement liés au monde des capitalistes, dont eux-mêmes font partie, qu'ils ne prendront jamais ce genre de décisions à

l'encontre des intérêts de leur classe sociale, à moins d'y être contraints par la révolte populaire.

Pour que les travailleurs ne soient pas les éternels laissés-pour-compte de ce système économique, où les profits de la minorité doivent passer avant la vie et la santé de la grande majorité, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour renverser cet ordre social profondément injuste. Sur les ruines de celui-ci, ils bâtiront une nouvelle société plus démocratique, où les intérêts de l'écrasante majorité primeront sur ceux de la minorité parasite et exploiteuse.



ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*

Commission paritaire n°

1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282